Pour l'attribution post-mortem du Prix Nobel de la Paix à Kadhafi

Mettons les choses au clair : il n'y a pas de cadre civique qui soit plus immonde et plus nuisible aux peuples boréaux que la démocratie. Cela est le plus visible chez nous, en Suisse, où ce système abject – porte ouverte à une tyrannie déjà largement installée en Occident – se heurte constamment au rarissime trésor social issu des tréfonds de notre civilisation indo-européenne qu'est la *politie* : la cité qui s'exprime via « initiatives » et « référendums », autrement dit la voix du pays réel, est détestable au pays légal, cette tyrannie cosmopolito-médiatique, ultra-minoritaire, souvent allochtone, haïssant tant sa terre que son peuple et qui continue à se nommer, dans sa stupide arrogance, « démocratie ». En somme, nous avons dans les poumons alpins du continent l'illustration de ce qu'a théorisé Aristote

durant ses promenades lycéennes.
En effet, les gouvernants avaient laissé, durant les dernières décennies, cette *politie* à la Suisse étant donné que ce pays servait de refuge utile aux « démocrates » du monde entier qui s'évertuaient à piller, chacun selon ses coutumes, leur État. Semblables à ces familles mafieuses qui s'engraissent du racket, de la prostitution et de la drogue, ils préféraient ces quartiers tranquilles de l'Europe pour élever leur progéniture dans le cadre de la préférence nationale, du patriotisme glorifié, du service militaire obligatoire via des milices populaires ayant leurs armes à domicile, du franc qui avait naguère glorieusement résisté à la monnaie unique et du secret bancaire tant qu'il existait. Désormais, la mondialisation permet à ces pseudo-élites de s'installer confortablement parmi des peuplades moins élevées et donc moins fières. Ils abandonnent par conséquent la Suisse, laquelle sera dès lors perdue en quelques décennies par son ancestral respect de la personnalité humaine, tout comme le continent qui l'entoure.
Lorsque, Juif, j'étais en Union soviétique, il fut dit à la synagogue de Moscou que Bush et Gorbatchev s'étaient rencontrés, qu'un accord avait été passé et que leurs conseillers avaient fixé le nombre de Juifs soviétiques auquel il était permis de quitter l'URSS à 50 000 personnes. C'était clair. Le nombre ainsi que l'ethnie des émigrés ont été strictement respectés, tout comme ceux des vagues suivantes. Il était certes toujours possible à une personne, voire à une famille, de fuir à l'improviste l'URSS. En revanche, même en l'absence des caméras actuelles (omniprésentes), les populations restaient clouées sur place jusqu'à ce que l'agrément de l'autorité leur soit accordé. Car jamais – même dans l'Antiquité ! – le pouvoir authentique, à présent supra-étatique et qui depuis a prodigieusement renforcé ses dispositifs de surveillance, n'a permis de larges déplacements de groupes humains sans au préalable les autoriser. Ceux qui proclament que des millions de personnes peuvent fuir d'un continent à l'autre sans qu'on ne puisse les arrêter vous

prennent pour des intelligences sous-humaines ou, excusez-moi de ce terme non-académique, pour de vrais *tarés* ! L'exemple parfait est cette Australie de 2015 qui, par la voix de sa marine, a opposé un « *No Way* !» à ces milliards d'Asiatiques toujours friands de ses espaces. Eh bien, pas un criminel – puisqu'une personne pénétrant sans autorisation sur un sol étranger est un criminel, et non un « migrant », un « Flüchtige » – n'a mis le pied sur le sol australien, détourné par une marine militaire qui ne sert pas à accueillir les délinquants, mais qui s'acquitte des missions qui sont les siennes : repousser l'envahisseur, qu'il soit guerrier ou qu'il arrive sous le masque du pacifisme. Quant à ceux qui parviennent à demander l'asile politique sur le territoire australien, ils sont envoyés attendre la décision légale dans des camps installés en Asie, dans les États avec lesquels l'Australie a passé des accords à cette fin.
Ce que je viens de décrire fonctionnait parfaitement dans ce triangle des trois continents Europe – Asie – Afrique. Il y avait, chez nos voisins, trois verrous forts, à savoir Saddam Hussein, père et fils Assad et le grand génie africain Mouammar Kadhafi qui n'était pas seulement le supra-protecteur de l'Europe mais aussi le bienfaiteur du peuple libyen, quelle que soit l'ethnie, la race ou la religion du citoyen. Nous vivons dans un monde attaché au momentané. L'Histoire, autrement dit ce parcours de l'esprit vers le passé nécessitant la révision permanente, n'est plus enseignée et n'est donc pas connue. Par conséquent, nos véritables gouvernants, ces journaleux stupides, ne font plus de lien entre le passé – même de quelques années – et le présent. Ces créatures malfaisantes sont les authentiques héritiers de l'immonde putsch de 1789, car ils s'adonnent quasi quotidiennement à refaire une *tabula rasa*. Pourtant, un nouveau procès de Nuremberg s'impose. Tous ceux qui ont fait assassiner Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi ainsi que ceux qui ont affaibli notre allié – compte tenu de la Realpolitik – syrien sont toujours en bonne santé et omnipotents. Ils se déclarent même fiers de leur folie démocratique et droit-de-

l'hommiste. Il est donc nécessaire de commettre tout d'abord un authentique « devoir de mémoire », non pas envers des événements fabuleux ou semi-mythiques qui peuvent remonter à plus de 70 ans, mais de ce qu'il s'est passé à Bagdad ou dans le désert libyen au cours du XXI^{e} siècle. Il faut juger ces charlatans américains ou français. Il faut les exécuter publiquement et, surtout, éviter aux peuples de l'Asie, de l'Afrique et, si possible de l'Europe, ce cadre civique ordurier que l'on appelle « démocratie ». Il faut réinstaurer à Bagdad et à Tripoli des dictateurs théocratiques liés par des intérêts financiers et privés au monde boréal. C'est ainsi seulement que l'on pourra préserver l'humanité, par essence inégale et non métissée, et donc censée, pour sa survie, rester dans son cadre originel.

Même les pays européens qui ont l'expérience centenaire de la gestion de l'Afrique et de l'Asie (ainsi la France ou la Grande-Bretagne) ne parviennent plus à administrer leur folie communautariste ! Pour éviter des clashs, autrement dit de véritables guerres civiles interethniques et interreligieuses, ils sont obligés de dissimuler toute tension pré-insurrectionnelle, voire étouffer les crimes les plus atroces comme des viols de masse d'enfants. En revanche, des pays comme la Suisse, qui n'ont pas l'habitude de gérer des masses africaines ou asiatiques sur leur territoire, sombreront plus vite que les anciens empires. Depuis quelques années, l'opinion helvétique s'habitue à subir cette invasion, car il est dit, par des manipulateurs : « Regardez ces Albanais, regardez ces Turcs. On les a intégrés et cela n'a pas posé de problème ». C'est la « tactique du voleur chinois » : le criminel entre dans votre boutique et déplace par des mouvements imperceptibles l'objet convoité vers la sortie ; une fois près de la porte, il s'en saisit et se sauve. Or la Suisse a accepté, voire partiellement assimilé sur son sol, des populations issues de pays dépendant depuis des siècles de la culture européenne et germanique. Avec l'Afrique et l'Asie qui s'abattent actuellement sur elle, elle sera désarmée, car

elle n'aura aucun moyen pour communiquer avec ces allogènes que les journaux helvétiques du système montrent, dans un effort de manipulation, nettoyer les chemins suisses avec des râteaux. Quelle image d'Épinal ! Certes, les envahisseurs se tiennent calmes pour l'instant, car, réfugiés statuaires, ils perçoivent le minima social suisse. Il faut qu'en Suisse, l'on soit conscient que ce minima social helvétique surpasse le traitement officiel du chef d'État-major éthiopien ou du président du Mali ! Tant que la Suisse aura la possibilité d'injecter ces sommes monstrueuses – qui, par ailleurs, créent un appel d'air pour des tribus d'Érythrée –, elle connaîtra une certaine paix civile, qui ressemble cependant plus à une anesthésie temporaire. Mais dès que l'argent manquera (car les élites ne font plus confiance aux banques suisses qui ont perdu la guerre financière face aux États-Unis) ou dès que se formeront différentes communautés allogènes sur le sol helvétique lesquelles pourront dès lors faire chanter le pouvoir fédéral (regardez les crimes raciaux en France commis quotidiennement dans les zones de non-droit où la police n'ose se rendre), ce sera la fin de la Confédération helvétique !
J'entends les voix des politiques suisses criminels qui appellent à « réformer le droit d'asile » et qui clament être « réalistes ». Alors, soyons réalistes ! Laissons la Suisse tenir son rôle ancestral de médiateur international dans lequel elle a naguère excellé. Réunissons les belligérants afin de réinstaurer des théocraties naturelles en Irak et en Libye, des théocraties tenues par des despotes pécuniairement, et donc charnellement, liés à la puissance européenne, laquelle pourra se reconstituer comme telle exclusivement en dressant un nouveau mur entre elle et des sauvages qui n'ont rien à faire au nord de la Méditerranée. En France, l'on pleurniche hypocritement, depuis des décennies, sur une occupation allemande qui a amené sur son sol quelques 40 000 envahisseurs – c'est le nombre des clandestins-délinquants qui est amené, sur le sol de l'Europe, chaque semaine ! Vous voulez à cette fin commettre un éclat médiatique qui marquera un tournant spirituel ? Alors modifions, pour une fois, à

Oslo, les statuts du Prix Nobel de la Paix afin de l’attribuer exceptionnellement post-mortem au meilleur défenseur de facto de la paix, de la civilisation et de l’humanité que fut Mouammar Kadhafi.

Dr Anatoly Livry
Université d’État de Russie, Moscou-Lomonossov